

LE JOURNAL DE VOTRE DÉPUTÉE

Sophie Pantel, Députée de la Lozère – **Serge Gayssot**, suppléant

Avril 2025 – N°1



Édito p. 2



Mon installation à l'AN p. 3



On décrypte pour vous p. 4



L'Assemblée est au travail : textes adoptés p. 5



Mes questions au Gouvernement p. 7



Focus actu p. 7 à 10



Sur le terrain , une écoute de proximité p. 11



Réponses à vos questions p. 11

Édito



Élection de la présidente de l'Assemblée nationale

Chères lozérientes, chers lozériens,

Voilà 9 mois que j'ai l'honneur de vous représenter à l'Assemblée nationale, je vous remercie à nouveau pour votre confiance.

Ce mandat s'exerce dans un contexte totalement nouveau. En effet, pour la première fois depuis la 5^{ème} République, nous faisons face à une situation démocratique inédite, où aucune coalition ne dispose de majorité absolue.

Certains n'ont cessé de vouloir affaiblir et abîmer nos institutions, garantes de l'État de droit, qui, malgré toutes leurs imperfections, ont permis la mise en place d'un pacte républicain et social que beaucoup nous envie dans le monde.

S'attaquer à nos institutions c'est aussi abîmer la démocratie et offrir un marchepied aux idées extrémistes. Les images de l'hémicycle vide ne correspondent pas à la réalité du travail mené au sein de l'assemblée nationale : vous découvrirez le véritable fonctionnement de cette institution dans les pages suivantes.

Nous vivons une mutation de notre démocratie, qui bascule vers un régime parlementaire fondé sur la collaboration des pouvoirs entre le corps législatif et le corps exécutif, à l'image de nombreuses démocraties européennes. Le parlementarisme repose sur un changement de culture : le compromis qui est notre capacité à dialoguer pour trouver des majorités texte par texte. Pour autant, notre constitution n'est pas totalement adaptée à ce nouveau fonctionnement.

Obtenir des changements concrets pour la vie des gens, est le fondement de mon engagement politique, en agissant pour soutenir le pouvoir d'achat des français, l'activité économique, le maintien des services publics, la bifurcation écologique, pour obtenir la justice fiscale... Être fidèle à nos valeurs, c'est aussi être profondément européen, et s'engager pour lutter contre l'antisémitisme, pour la paix.

Le contexte international explosif impose de renforcer l'Union européenne. L'isolement ne nous permettra pas de défendre nos concitoyens.

Avec mon groupe, nous avons proposé pour le budget une méthode inédite dans l'histoire de la République : une négociation exigeante entre un gouvernement de droite et son opposition de gauche. C'est le parlementarisme en responsabilité et non une confiance accordée.

Nous avons fait cette proposition, non pas pour obtenir des postes, mais pour faire avancer notre pays et arracher des victoires pour les Françaises et les Français.

Le pays avait besoin d'un budget et, non, on ne pouvait pas se satisfaire d'une loi spéciale permettant seulement de payer les fonctionnaires et d'autoriser l'emprunt sans pouvoir investir et soutenir l'économie et répondre aux grands enjeux. Dans les engagements pris devant vous, il n'était nullement question de s'opposer uniquement avec l'outil ("motions de censure"), ni de participer à créer ou accentuer l'instabilité de notre pays.

J'ai voulu ce journal pour vous informer de mon action, et vous en rendre compte. Il est impossible d'être exhaustif, c'est aussi la raison pour laquelle j'entame une série de réunions publiques pour échanger avec vous. Vous trouverez les premières dates au dos du journal.

Je tiens à remercier mon équipe, en particulier Serge Gayssot, qui est très présent sur le terrain lorsque je suis à Paris. Nous sommes à votre disposition pour vous recevoir et porter vos préoccupations.

Je vous souhaite une excellente lecture et vous redis que vous pouvez compter sur notre engagement et notre volonté d'être utiles pour vous, la Lozère, la République, la France et l'Europe.

Bien à vous.



Mon installation à l'Assemblée nationale

Il aura fallu six mois à l'institution pour procéder à toutes les désignations et élections pour un complet fonctionnement. La dissolution a coûté 27 M€ à l'Assemblée nationale. En bureau, nous avons dû abandonner des travaux prévus pour y faire face.

Membre de la Commission des Finances

Tous les députés siègent dans l'une des huit commissions permanentes, essentielles au travail parlementaire. Ces commissions examinent les textes législatifs, organisent des auditions et missions d'information et tiennent informées les députés sur leurs domaines de compétence.

Pour ma part, j'ai choisi de siéger à la commission des Finances, qui traite des finances publiques, des lois de finances, de la fiscalité locale et du contrôle budgétaire. Ce rôle me permet de suivre de nombreux sujets intéressants la Lozère de manière transversale car je suis la seule députée pour tout un département; il est néanmoins possible de switcher pour défendre un amendement ou un texte dans une autre commission. Je suis co-rapporteuse spéciale sur la Sécurité civile (SC).

Élue au Bureau de l'Assemblée nationale en juillet par les députés

Les 22 membres du Bureau de l'Assemblée nationale sont élus par les 577 députés. Le bureau dispose de compétences très larges portant sur l'organisation et le fonctionnement interne de l'Assemblée (gestion des 1 500 agents, adoption du budget de l'Assemblée, décisions de sanctions, groupes d'études et d'amitiés, recevabilité d'un texte au regard de l'article 40, activité parlementaire diplomatique...). Outre la Présidente de l'Assemblée nationale, le Bureau est composé de 6 vice-présidents, 3 questeurs et 12 secrétaires dont je fais partie.

En tant que membre du bureau, je suis amenée à assurer des représentation dans le cadre de la diplomatie parlementaire.

Membre de la Délégation aux collectivités territoriales

La Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation rassemble 36 membres dont je fais partie. Sa mission est de maintenir un dialogue avec les collectivités, d'organiser des auditions (ministres, élus, fonctionnaires) et de produire des rapports d'information sur les différents sujets touchants aux collectivités territoriales.

Membre du Comité des finances locales

Le Comité des finances locales (CFL) est un organisme consultatif dont j'étais membre au titre de l'Assemblée des départements de France et désormais pour l'Assemblée nationale. Il est chargé d'émettre des avis sur les finances des collectivités territoriales. Il est composé de représentants des élus locaux, de l'État et des administrations, et veille à la répartition des dotations de l'État, tout en suivant les évolutions des finances locales.

Coprésidente du groupe d'étude sur la Sécurité civile

Le groupe d'études « Sapeurs-pompiers, sécurité civile et gestion des crises » de l'Assemblée nationale, dont j'ai été nommée coprésidente avec Didier Lemaire du groupe politique Horizons, rassemble des députés travaillant sur les questions liées à la Sécurité civile. À ce jour, il réunit 84 députés. Il vise à soutenir les sapeurs-pompiers, à améliorer la gestion des crises et à formuler des propositions législatives adaptées aux enjeux de protection civile. Après le Beauvau de la Sécurité civile le groupe va travailler sur le Projet de loi (en préparation).

Membre de l'Assemblée Franco-allemande

Je suis également membre de l'Assemblée franco-allemande, une instance parlementaire réunissant des députés français et allemands pour renforcer la coopération entre nos deux pays. Elle débat des enjeux communs et propose des actions pour consolider les relations bilatérales.

Je suis aussi membre de groupes de travail

transportisans : déserts médicaux et accès aux soins, santé mentale, train et notamment les problématiques de la ligne Aubrac, antisémitisme, commerce, artisanat et métiers d'art, élevage et pastoralisme, ruralité, montagne, thermalisme, vie associative, éducation populaire et bénévolat, tourisme et patrimoine et logement et écoconstruction.

Chiffres clés

577

députés



36 %
des députés sont
des femmes
soit **207 députées**

Première femme
Députée de Lozère

8

 commissions
permanentes


Finances
Culturelle & éducation
Économiques
Étrangère
Sociales
Défense
Développement durable
Lois

4 018

 amendements
déposés par le groupe
Socialistes et apparentés


dont
+1800
déposés ou cosignés
par votre Députée
depuis juillet 2024

23

 questions posées
posées par Mme Pantel
depuis la reprise des
travaux en Octobre
2024 au Gouvernement

498

 votes
en séance publique,
en scrutin public

Taux de proximité de 96%
avec mon groupe

+80

interventions

en Séance ou en Commission
de Mme Pantel depuis la
reprise des travaux en
Octobre 2024


+40

 cosignatures
de Propositions de loi


À savoir

La plupart des votes se font à main levée, les présidents de groupe doivent demander expressément le vote public. Le nombre de votes publics n'est pas représentatifs ni de la présence, ni du nombre de vote réellement exprimés.

Classement du vote public : 94e députée sur 577

On décrypte pour vous

Proposition de loi ?

Niche parlementaire ?

**Projet de loi de financement
de la Sécurité sociale ?**

Quesaco ?

LES DIFFÉRENTS TYPES DE TEXTES DE LOI

Lorsqu'un texte de loi est examiné à l'Assemblée nationale ou au Sénat, il peut être de différente nature.

En effet, on distingue 2 types de textes :

- **le projet de loi (P JL)** qui est un texte législatif d'initiative gouvernementale. Cela signifie qu'il est soumis au Parlement après avoir été discuté en Conseil des ministres.
- **la proposition de loi (P PL)** est également un texte législatif mais d'initiative parlementaire : elle est proposée par des députés ou des sénateurs. Elle permet aux élus de proposer des textes législatifs sur des sujets qui ne relèvent pas directement du programme gouvernemental.

LA FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR ET LES DIFFÉRENTES SEMAINES DE L'ASSEMBLÉE

La conférence des Présidents fixe les sujets et les textes qui seront discutés en séance.

Cette instance, réunissant la Présidente de l'Assemblée ainsi que les présidents de groupes politiques et des commissions, organise donc le calendrier parlementaire. Le mois est structuré en différentes semaines :

- **la semaine du gouvernement**, réservée aux projets de loi qu'il dépose ;
- **la semaine de contrôle**, dédiée à l'évaluation des politiques publiques et au suivi du gouvernement ;
- **les semaines transpartisanes**, où les députés examinent les propositions de loi issues de plusieurs groupes ;
- enfin, il existe des "**niches parlementaires**" qui sont des journées où les groupes d'opposition ou minoritaires fixent l'ordre du jour pour une journée, afin de défendre leurs propres propositions.

LES MOTIONS DE CENSURE

Les motions de censure sont un **mécanisme parlementaire** permettant aux députés de mettre en cause la responsabilité du gouvernement. Elles sont déposées par au moins un dixième des membres de l'Assemblée nationale et nécessitent une majorité absolue pour être adoptées. Si la motion est votée, le gouvernement est contraint de démissionner.

LA NAVETTE PARLEMENTAIRE

C'est un élément central du **processus législatif** qui désigne le parcours complet d'un texte dans les deux chambres du Parlement.



Niche socialiste, le 12 décembre 2024

LE SAVIEZ-VOUS ? LES TEMPS DE PAROLE POUR LES DÉPUTÉS SONT LIMITÉS

En commission et en séance, le temps de parole des députés est strictement encadré. Chaque groupe dispose d'un temps global qu'il répartit entre ses orateurs, en fonction de l'importance du sujet. Les temps de parole varient : 2 minutes pour les amendements et questions, 5 ou 10 minutes pour les déclarations de politique générale et 15 minutes pour les motions.

LES PLF ET PLFSS POUR 2025 : PRÉSENTATION ET EXPLICATION

Le **Projet de Loi de Finances (PLF)** détermine le budget de l'État pour l'année à venir, en fixant les recettes et les dépenses prévues. Le **Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS)** établit les prévisions financières des régimes de sécurité sociale. Pour 2025, après le rejet du PLF et du PLFSS en décembre 2024 suite à une motion de censure, une loi spéciale a été adoptée pour assurer la continuité des services publics et autoriser l'emprunt pour l'État, la sécurité sociale et les caisses de retraites. Après l'adoption des deux textes au Sénat ce 23 janvier 2025, une **Commission mixte paritaire (CMP)** s'est tenue le 30 janvier 2025. Le texte qui en est issu a été adopté par 493.

LES TRIBUNES QUE J'AI SIGNÉES

- 2 pour soutenir l'opposition à l'accord entre l'UE et le Mercosur
- 1 relative à une loi unique sur la fin de vie
- 1 en faveur du développement des soins palliatifs
- 1 sur les droits des femmes
- 1 sur les violences faites aux femmes
- 1 sur la souveraineté de l'industrie
- 1 sur Opella
- 1 non à la casse des services publics
- 1 sur les déserts médicaux
- 1 pour le ferroviaire
- 1 sur le soutien à l'audiovisuel,
- etc.

L'Assemblée est au travail :

textes adoptés (non exhaustif)

De octobre à décembre, ce sont 13 textes qui ont été adoptés à l'Assemblée nationale dont 9 à l'unanimité. Depuis le début de l'année 2025, nous avons adopté 55 textes. Ci-dessous une liste non exhaustive de mes votes positifs dont certains textes que j'ai cosignés. **Preuve que l'Assemblée est au travail et que des consensus sont trouvés.** Beaucoup de textes de la précédente législature ont pris du retard du fait de la dissolution. **L'image véhiculée d'un hémicycle vide s'explique par le fait que nous sommes convoqués en permanence à plusieurs endroits à la même heure**, notamment en commission ou notre présence est obligatoire certains jours.

Pour la santé

- Amélioration de la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves.
- Interdiction des dispositifs électroniques de vapotage à usage unique.
- Loi visant à restreindre la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels et renforcer les actions de prévention sur les consommations détournées.
- Adoption de la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie.
- ✍ Loi relative à l'instauration d'un nombre minimum de soignants par patient hospitalisé.
- ✍ Loi sur le remboursement intégral des fauteuils roulants par l'Assurance maladie.
- Loi visant à améliorer la protection et l'accompagnement des parents d'enfants atteints d'un cancer, d'une maladie grave ou d'un handicap.
- Loi visant à la création d'un centre hospitalier universitaire en Corse.
- Loi visant à protéger la population des risques liés aux substances per- et polyfluoroalkylées, communément appelés PFAS.
- ✍ Résolution européenne visant à lutter contre les addictions numériques chez les enfants.

Pour les Droits des Femmes

- Résolution visant à condamner l'oppression et la terreur imposées aux femmes iraniennes, et à réaffirmer leur liberté absolue.
- Loi visant à renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants.
- ✍ Résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux violences commises dans les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, du spectacle vivant, de la mode et de la publicité.
- ✍ Loi prenant des mesures d'urgence pour protéger nos enfants accueillis en crèches privées à but lucratif.



CONTRE :

Loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents.
J'ai voté contre car certains dispositifs prévus sont inconstitutionnels.



Pour le pouvoir d'achat

- ✍ Loi visant à rendre accessible à tous les étudiants le repas à 1 euro.
- ✍ Loi visant à prendre des mesures d'urgence contre la vie chère et à réguler la concentration des acteurs économiques dans les territoires d'outre-mer.
- Loi visant à prolonger la dérogation pour les tickets restaurants.

Pour l'agriculture

Voir le focus sur l'agriculture en page 9.

Mais aussi ...

- Résolution pour une définition harmonisée des entreprises de taille intermédiaire et la création d'une catégorie statistique dédiée à l'échelle européenne.
- Loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession.
- Loi instaurant un impôt plancher de 2% sur le patrimoine des ultra riches lors de son examen.
- ✍ Loi visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public.
- Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public.
- ✍ Loi visant à lutter contre les pannes d'ascenseurs non prises en charge.
- Loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif en zone tendue adoptée par la Commission mixte paritaire.
- Résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les manquements des politiques publiques de protection de l'enfance.
- Loi d'urgence pour Mayotte.
- Loi organique, après engagement de la procédure accélérée, visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie à fin 2025.

Plus d'infos dans les focus à partir de la page 7



Textes cosignés par Sophie Pantel

Les autres textes que j'ai cosignés

Ci-dessous, une liste non exhaustive des propositions de loi (PPL) que j'ai cosignées et en attente d'inscription à l'ordre du jour. Nous examinons les textes de la précédente législature.



Catherine Vautrin,
Ministre du Travail,
de la Santé, des
Solidarités
et des Familles de
France

Accès à la santé

- Contre les déserts médicaux et l'accès aux soins (régulation de l'installation des médecins), d'initiative transpartisane, sera examinée en semaine transpartisane le 3 avril, 258 députés l'ont signé
- Visant la modernisation de la kinésithérapie et l'amélioration de l'accès aux soins
- Résolution visant à faire reconnaître la prévention du cancer comme grande cause nationale de l'année 2026
- Relative à l'accompagnement des malades et de la fin de vie
- Visant à former les jeunes aux premiers secours en santé mentale
- Visant à valoriser le travail et la formation des infirmières et infirmiers
- Pour plus de sport et moins de sucre
- Pour un héritage vivant des Jeux Olympiques et Paralympiques : mesures de soutien aux bénévoles des clubs sportifs, artisans au quotidien du "sport pour tous"

Lien social : pour le bien vivre ensemble

- Visant à transformer, en un crédit d'impôt, la réduction d'impôt au titre des frais de dépendance et d'hébergement pour les personnes en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
- Visant à doter les établissements de santé, sociaux et médico-sociaux d'un dispositif de médiation
- Résolution visant la reconnaissance du droit à l'alimentation et à l'adoption d'une loi-cadre pour le droit à l'alimentation
- Résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les féminicides, les délits et crimes sexuels et la prévention de la récidive
- Relative à l'instauration de normes d'encadrement dans les établissements d'accueil de la protection de l'enfance

Pour un enseignement de qualité

- Visant à lutter contre la précarité des vacataires de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Visant à un meilleur encadrement de l'enseignement supérieur privé à but lucratif pour mieux protéger les étudiants
- Visant à réaffirmer et à garantir de manière effective le droit à la scolarisation pour les enfants de moins de trois ans dans les environnements sociaux défavorisés
- Visant à prévenir et agir contre le harcèlement scolaire

Résorber la précarité énergétique dans les logements

- Portant accélération de la rénovation énergétique des logements
- Résolution pour le suivi partagé de la production de logements sociaux
- Visant à prévenir les litiges relatifs aux obligations de décence énergétique et à sécuriser leur application en copropriété
- Résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire relative à la réforme du marché de l'électricité en France à compter de 2026 et ses conséquences pour les consommateurs

Dossiers internationaux

- Résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le massacre de Thiaroye du 1er décembre 1944
- Résolution visant à soutenir le Groenland et le Danemark pour défendre la paix et l'environnement par la proposition d'une présence militaire européenne au Groenland
- Portant reconnaissance de la Nation envers les rapatriés d'Indochine et réparation des préjudices subis par ceux-ci et leurs familles du fait de l'indignité de leurs conditions d'accueil et de vie dans certaines structures sur le territoire français
- Résolution européenne appelant au renforcement du soutien à l'Ukraine

Mais aussi beaucoup d'autres sujets

- Visant à lutter contre la disparition des terres agricoles et à renforcer la régulation des prix du foncier agricole
- Résolution, rappelant l'urgence démocratique d'appliquer pleinement et entièrement le règlement européen sur les services numériques
- Visant à autoriser les signes diacritiques des langues régionales de la France figurant dans les prénoms et les noms des personnes dénommées dans les actes d'état civil
- Visant à sécuriser la vente de plaques d'immatriculation pour éviter l'usurpation
- Sur les véhicules équipés d'airbags défectueux Takata
- Portant annulation de la réforme de la franchise en base de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er mars 2025
- Visant à instaurer un revenu de remplacement pour les artistes-auteurs temporairement privés de ressources
- Sur la protection des agents publics



Françoise Gatel,
Ministre déléguée
chargée de la
Ruralité

Mes questions au Gouvernement



3 questions orales

Sur la sécurité civile et le soutien aux pompiers dans un contexte de mobilisation accrue face au réchauffement climatique - 15 octobre 2024

[voir la vidéo](#) →



Sur le désenclavement de la Lozère notamment ferroviaire - 18 février 2025

[voir la vidéo](#) →



Sur la souveraineté industrielle et notamment la flotte aérienne de Sécurité civile - 4 mars 2025

[voir la vidéo](#) →



Mes Déclarations de politique générale (DPG) sur les thèmes :

- Collectivités
- Contrefaçon
- Frais bancaires
- Dépendance
- Sécurité civile, ...

[voir les vidéos](#) →



20 questions écrites

- sur la prédation du loup en Lozère et en France
- sur la compensation pour les communautés de communes de moins de 2 000 habitants en ZRR
- pour une demande de compensations face à la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR)
- relative à l'importance des louvetiers et au besoin de leur permettre d'être équipé en conséquence face aux enjeux des prédatons
- pour coordonner la DGFIP et la Fondation du patrimoine
- sur le grand âge et la prise en charge par les collectivités territoriales
- sur l'indépendance et l'autonomie des médias
- sur une demande de dérogation à la loi ZAN pour les territoires qualifiés d'hyper ruraux
- sur l'extension du dispositif FCTVA aux hôpitaux publics
- sur l'installation de la Fibre FFTH et les clauses d'insertion sociale et du maillage territorial
- sur la prise en charge des frais de transports médicaux en territoire de montagne
- pour exclure la châtaigneraie du droit de préférence prévu par le code forestier
- en faveur de l'annulation de la diminution de la Taxe CCI dans le cadre du PLF 2025
- sur les risques de fraudes sur le service « Gérer mes biens immobiliers »
- sur la tarification des droits SACEM pour les petites associations rurales
- sur l'obligations d'accompagnement pour les liaisons Passerelle
- sur l'abrogation de la réforme « choc des savoirs »
- sur la rénovation thermique d'immeubles dans les zones classées Bâtiment de France
- sur le statut et moyens des gestionnaires de biens du patrimoine mondial de l'UNESCO Causses et Cévennes
- pour intégrer la topographie des territoires ruraux dans l'arrêté du 3 mai 2023

et aussi
+ de 200
saisines par courriers

22
RDV ministres ou cabinets ministériel

Focus actu

Eau & assainissement : assouplissement pour les communes

La PPL **revient sur le transfert obligatoire** vers les Communautés de communes pour l'eau et l'assainissement. Elle permet aussi de donner des moyens supplémentaires aux Départements pour la production, le transport ou la stockage d'eau à titre gratuit. Ce texte était très attendu par les élus. J'ai pu déposer en seconde lecture plusieurs amendements.

Une victoire pour la santé humaine et la préservation de l'eau

Il s'agit de définir **une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de PFAS** (les alkyls perfluorés et polyfluorés), le Gouvernement a **un an pour se doter d'un plan d'actions** pour le financement de la dépollution des eaux destinées à la consommation humaine et instaure une redevance assise sur les rejets de PFAS dans l'eau par les ICPE soumises à autorisation.

Rappelons que les PFAS sont des substances aux propriétés chimiques qui sont utilisés dans de nombreux produits de la vie courante : vêtements, emballage alimentaire... des myriades d'objets en contiennent. Indestructibles dans la nature ce sont des produits chimiques éternels, les impacts sur les maillons de la chaîne alimentaire sont étudiés, dont l'Anses, et démontrent **l'effet négatif sur la santé humaine**.

Focus actu



RDV de travail avec Véronique Louwagie, Ministre déléguée chargée du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et Moyennes entreprises et de l'Économie sociale et solidaire

Modification du dispositif de franchise en base de TVA pour les entreprises

Le projet de loi de finances 2025 prévoit une réduction de 70 % du plafond de la franchise en base de TVA pour les auto-entrepreneurs et la suppression du traitement différencié dont bénéficiaient les activités de services : le seuil passe de 85 000 € à 25 000 €.

Sont concernés les SASU, EURL, SAS, SELARL, mêmes les collaborateurs chez les médecins, kinés etc. sont tous concernés.

Après avoir auditionné les représentants des acteurs concernés et rencontré la ministre Véronique Louwagie, **nous avons rédigé et déposé une PPL pour suspendre cette réforme** : l'article 1er entend maintenir la rédaction de l'article 293 B du code général des impôts dans sa rédaction actuelle et antérieure à l'adoption de la loi de finances pour 2025. Une nouvelle réunion s'est tenue le 28 mars. À ce jour **la réforme est suspendu jusqu'au 1er juin**.

Mobilisée au service de l'agriculture

Dans la loi de Finances pour 2025 :

près de 400 millions d'euros d'allègements fiscaux ont été adoptés. Quelques mesures non exhaustives :

- La suppression de la hausse de la fiscalité appliquée au GNR avec le maintien des mesures de compensation.
- L'augmentation du taux de dégrèvement appliqué à la taxe foncière sur les propriétés non-bâties (TFPNB) sur les terres agricoles de 20 à 30% et l'exonération de 30% de la réintégration de la Déduction pour épargne de précaution (DEP) en cas de sinistre climatique ou sanitaire.
- La revalorisation de trois dispositifs fiscaux pour favoriser la transmission à un nouvel installé.

Dans la loi d'orientation agricole, débutée en septembre 2022, a été adoptée avant le SIA, le texte issu de la CMP (disponible que deux heures avant le vote). Ce texte n'est pas une réponse structurelle aux mobilisations des agriculteurs partout en France, en particulier on peut noter une absence de mesures en faveur du revenu, pour maîtriser le foncier et de mesures pour protéger contre une concurrence exacerbée.

Néanmoins, plusieurs éléments attendus sur le terrain, sont dans le texte et ont motivé mon vote de en sa faveur. **Il est affirmé enfin que l'agriculture est d'intérêt national** et le texte consacre le principe de **non régression de la souveraineté alimentaire** : l'objectif est de sanctuariser le potentiel agricole de la nation.

Des mesures en faveur des jeunes :

promotion des métiers du vivant dès l'école primaire avec des stages immersifs en collège et lycée, introduction des connaissances sur la transition agroécologique et climatique, création d'un bachelier agri Bac +3.

Un volet installation et de nouvelles aides pour la transmission :

- en particulier pour les GAEC (droit à l'essai), aide pour le cédant, augmentation des plafonds pour les activités accessoires favorisant la pluriactivité, France services agriculture pour l'installation, exclusion des bâtiments agricoles du ZAN
- la bonne foi de l'exploitant est présumée lors d'un contrôle, accélération des projets de réservoirs d'eau et nouvelle compétence pour les départements en matière d'eau, (permet donc au département de déployer le schéma des réservoirs d'eau) à construire de nouvelles mesures concernant la prédation
- préservation des élevages face aux courants électriques et électromagnétiques (installation d'éoliennes... étude d'impact nécessaire)
- retarder l'entrée en vigueur du nouveau dispositif de provision pour l'augmentation de la valeur des stocks pour les vaches laitières et allaitantes.

NB : Au moment de la clôture du journal, on apprend la censure de certains articles par le Conseil constitutionnel.

Textes en lien avec l'agriculture, voté "pour" par Sophie Pantel et adoptés :

La loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et le renouvellement des générations en agriculture.

La proposition de loi sur le fonctionnement des instances de gouvernance des Chambres d'agriculture et de la Mutualité sociale agricole.

La résolution invitant le Gouvernement de la République française à refuser la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur.

Opposition au Mercosur : une résolution contre l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur, pour un juste équilibre garant de la souveraineté agricole et alimentaire.

Une résolution visant à mettre en place un cadre européen sur les relations contractuelles des centrales d'achats de la grande distribution avec les producteurs.

Loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire.



Présentation de la vache égypte du Salon de l'agriculture 2025



Texte cosigné par Sophie Pantel

Soutien à l'Ukraine

Un débat s'est tenu sur l'Ukraine à la demande de mon groupe le lundi 3 mars.

Nos principaux messages :

- Toute paix juste et durable doit inclure l'Ukraine et l'Europe
- Indéfectible soutien à l'Ukraine, jusqu'au rétablissement de sa souveraineté dans ses seules frontières internationalement reconnues en 1991
- Saluer le peuple ukrainien pour sa résistance
- Pour le renforcement des sanctions contre la Russie
- Pour le retour des prisonniers de guerre et des enfants ukrainiens déportés
- Pour la reconnaissance des crimes de guerres.
- Pour une aide militaire à l'Ukraine
- Pour l'adhésion de l'Ukraine à l'UE
- Pour l'affectation des avoirs russes gelés aux efforts de guerre

Faciliter l'accès au logement

- Un texte qui vise à faciliter et simplifier **les sorties d'indivisions dans le cadre des successions** afin de libérer de nombreux logements et bâtiments vacants : un outil supplémentaire en faveur du logement
- La loi Le Meur pour le logement permanent.

Lutter contre le frelon asiatique

Le texte vise à mettre en place un **plan national de lutte contre le frelon asiatique décliné à l'échelle départementale** tout en précisant que les pertes économiques causées par le frelon asiatique à pattes jaunes subies par un exploitant apicole sont indemnisées par le fonds national de gestion des risques en agriculture.

Pour aider à la réouverture des cafés dans les villages

Adoption d'un texte visant à **simplifier l'ouverture des débits de boissons en zone rurale.**

Pour soutenir nos infirmier-e-s

Une loi pour la **reconnaissance et la valorisation du métier, élargir les compétences en pratiques avancées et faciliter l'accès à la profession.**

Sont autorisés :

- L'orientation par l'infirmière
- Le premier secours
- La reconnaissance du rôle relationnel
- La possibilité de prescriptions médicamenteuses

Lutte contre les fermetures de compte abusives

Ce texte vise à rendre obligatoire pour une banque le fait de justifier la fermeture d'un compte si le client en fait la demande.

La loi **visé à limiter les abus de certains établissements bancaires à l'occasion de la clôture des comptes d'une personne défunte au bénéfice de ses héritiers ou légataires.** En effet, lorsque le propriétaire d'un compte décède, les opérations de gestion relatives à son ou ses comptes en banque (vérification de l'authenticité de l'acte de décès, gel des avoirs et déclaration à l'administration fiscale, échanges avec le notaire, désolidarisation éventuelle des comptes joints, transfert des fonds aux héritiers selon les ordres du notaire) peuvent faire l'objet de **frais de traitement.** Ces frais de traitement sont librement décidés par les banques, ils ne sont ni encadrés, ni réglementés, ni plafonnés, de telle sorte qu'ont pu apparaître certains abus de la part des banques, qui profitent de la situation de vulnérabilité des héritiers.

Limiter le démarchage téléphonique abusif

Le jeudi 6 mars 2025, j'ai soutenu une proposition de loi visant à un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus. :

- elle renforce la protection des consommateurs contre le démarchage téléphonique abusif,
- elle impose le **consentement préalable du consommateur pour toute prospection commerciale par téléphone, sauf dans le cadre d'un contrat en cours,**
- elle limite le nombre d'appels autorisés et encadre strictement leurs horaires. Des sanctions plus lourdes sont prévues en cas d'abus de faiblesse.

Nous avons fait voter un amendement permettant d'exclure le démarchage lié à l'alimentaire comme les camions de surgelés par exemple.



Carte scolaire pour un enseignement de qualité

L'Éducation nationale avait au départ prévu de supprimer 12 classes, trois devaient être rendues au niveau national. Après de très nombreux échanges avec madame la Rectrice, la ministre Borne, les syndicats, les parents, les enseignants, les élus et tous ceux qui se sont mobilisés, la proposition de carte scolaire a été revue pour aboutir lors du CDEN le 11 mars à une carte remaniée. Les postes à rendre ont été « neutralisés » par le retrait des postes à ouvrir « hors les murs ». Sont restées 5 fermetures pour compenser les 5 ouvertures, deux situations seront réexaminées à la rentrée.

La situation s'est améliorée même si cela n'est pas totalement satisfaisant. Au niveau national, avec mon groupe nous avons négocié le maintien des 4000 postes sur le budget 2025, la situation en Lozère aurait pu être catastrophique. L'Éducation nationale doit rester une priorité dans le budget de l'État et je continuerai à me mobiliser notamment au sein de la commission Finances. L'enjeu démographique, localement, reste pour nous tous un sujet prégnant, nous devons continuer à accueillir de nouvelles populations.

Plus :

- Création d'une **commission d'enquête** sur les effets psychologiques de Tik-Tok sur les mineurs.
- Prolongation de la dérogation d'usage des **titres restaurants** pour tout produits alimentaires.
- Nomination de M. Richard Ferrand au Conseil constitutionnel : **vote contre.**
- Refus opposé par M. Alexis Kohler à une audition devant la commission d'enquête de la commission des finances : **vote pour son audition.**
- Plan national châtaigne : 5 millions d'euros

Focus actu

BUDGET : les négociations du groupe socialistes et apparentés ont permis plusieurs avancées (non exhaustif) :

- pas de gel des pensions de 17 millions de retraités ;
- réouverture des discussions sur la réforme des retraites avec les partenaires sociaux ;
- pas d'augmentation des taxes sur l'électricité ;
- pas de déremboursement des consultations chez le médecin, la sage-femme et pas de aggravation du déremboursement des médicaments ;
- le budget de la santé augmenté de 1,2 milliard d'euros, soit environ 18 000 postes de personnels soignants créés ou maintenus. Pour l'hôpital public spécifiquement, ce sont 800 millions d'euros en plus, soit 12 000 postes de personnels soignants créés ou maintenus ;
- le passage de un à trois jours de carence dans la fonction publique a été abandonné ;
- pas de suppression de 4 000 postes dans l'éducation nationale ;
- 2 000 de postes d'accompagnants d'élèves en situation de handicap créés ;
- le budget Outre-mer sera préservé, des moyens exceptionnels seront débloqués pour la reconstruction de Mayotte et de la Nouvelle-Calédonie ;
- moins d'efforts demandés aux collectivités ;
- pas de suppression de 500 postes chez France Travail ;
- l'accession à la propriété sera facilitée y compris hors des grandes villes avec l'extension du prêt à taux zéro, fonds pour les maires pour construire plus de logements, à hauteur de 100 millions d'euros, les bailleurs sociaux bénéficieront de 300 millions d'euros ;
- retour aux crédits du fonds vert consommés en 2024 pour financer les projets de transition ;
- fonds de prévention des catastrophes naturelles augmenté de 75 millions d'euros ;
- 475 millions d'euros supplémentaires seront affectés au plan pour une bonne gestion des ressources d'eau ;
- la spéculation financière sera un peu mieux taxée, ce qui devrait ;
- rapporter 100 millions d'euros ;
- le crédit impôt recherche, la niche fiscale la plus coûteuse de France, sera limitée pour les très grandes entreprises ;
- les patrimoines les plus démentiels seront enfin taxés, même si c'est insuffisant...



Les commissaires aux finances qui ont négocié les éléments du budget

FOCUS sécurité civile



Rédaction d'un rapport dans le cadre du budget sur la Sécurité civile (recherche, budget des Sdis, volontariat, AASC, investissement, BSPP... Plusieurs amendements votés en commission et dans l'hémicycle.



Présence à plusieurs journées du Beauvau de la Sécurité civile et travail avec le ministre Buffet et ses équipes sur le projet de loi à venir.



Proposition de loi sur le SSSM : plusieurs amendements adoptés qui ont pu préciser et compléter ce texte en commission et dans l'hémicycle.



Installation du groupe d'études Sécurité civile et gestion de crises.



Nombreuses auditions et travail partenarial avec les acteurs de la Sécurité civile : présence à la FNSPF, syndicats, congrès à Mâcon.



Souveraineté de la flotte aérienne sécurité civile : une question orale et une présence aux Sainte Barbe et au CNF.

Pour soutenir la presse

Les droits voisins de la presse sont un mécanisme juridique permettant aux éditeurs et agence de presse d'être rémunérés par les plateformes numériques lorsqu'elles utilisent leurs contenus (extraits d'articles, titres, images d'illustration etc.). L'objectif est de compenser la chute drastique des revenus publicitaires des médias traditionnels, principalement due à la domination des GAFAM dans la diffusion de l'information en ligne. Ce dispositif s'inspire des droits voisins des artistes et musiciens, qui perçoivent une rémunération lorsqu'une œuvre est diffusée publiquement.

Pour soutenir les communes rurales en créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage

Il s'agit de pouvoir abaisser de 20 % jusqu'à 5 % le taux minimal de participation pour les communes de moins de 2 000 habitants, à condition que leur potentiel financier par habitant ne dépasse pas deux fois la moyenne des communes de cette taille pour les travaux de rénovation énergétique, les routes, les ponts, patrimoine, eau et assainissement, protection contre les incendies. Cette mesure a pour objectif de faciliter le financement des projets d'investissement locaux pour les petites communes. J'avais déposé des amendements pour élargir aux investissements concernant les infrastructures de santé, pour la petite enfance, pour la culture et le sport et les bourgs centre au delà de 2000 habitants. J'ai du les retirer car les groupes ont souhaité une adoption conforme au regard du contexte pour éviter une nouvelle navette. Au final, le RN et LFI ont voté des amendements. Le texte repart donc à la navette et n'entrera pas en vigueur en avril.

Sur le terrain, à votre écoute



+500

personnes
en RDV permanence
ou visio



+40

inaugurations, cérémonies,
commémorations et
Sainte-Barbe



7

interventions auprès
des scolaires et 5
établissement reçu à Paris



+65

autres présences
sur le terrain



7

stagiaires
de septembre à
juin 2025



et un **nombre**
incalculable d'appel
et échanges
téléphoniques !

Éducation



Agriculture



Sécurité civile



Santé et médico-social



Économie



Transport



Réponses à vos questions

Comment allez vous à Paris ?

Pour des questions de transition écologique, je vais à Paris en train soit au départ de Nîmes soit au départ de Riom.

J'ai regardé les votes sur les sites, il y a peu de vote à l'Assemblée nationale ?

La plupart des votes se font à main levée, le scrutin public est l'exception et doit être demandé par les présidents de groupe. D'un texte à l'autre, le nombre de vote est variable, certains élus peuvent passer des heures dans l'hémicycle sans vote public.

Avez-vous un rôle à jouer en ce qui concerne la justice ?

Les députés votent le budget de la Nation et donc celui de la justice. Néanmoins il existe un principe constitutionnel qui théorise la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, qui doivent être exercés de manière distincts et indépendants.

Avez-vous voté pour la contribution des plus riches ?

Oui, j'ai voté pour la contribution des plus riches qui instaure une contribution différentielle sur les hauts revenus dans le Projet de loi de finances 2025.



Tribune libre - Serge Gayssot

Le féminisme n'est pas un délit, c'est une chance

Le 8 janvier, en plein procès sur l'atroce affaire Pélicot, 5 militants, un homme et quatre femmes, des lozériens du mouvement international "des colleuses", ont été convoqués au commissariat et une plainte a été déposée pour "dégradation légères aggravées" par la mairie de Mende pour avoir affichés sur les murs des messages dénonçant le patriarcat, les féminicides, les violences sexistes, et demandant l'égalité femmes-hommes. Ces militantes féministes méritent mieux ! Exiger la liberté et l'égalité ce n'est pas un délit mais une chance. Rien que sur les salaires "à travail égal, salaire égal", cela représenterait près des 10 milliards de cotisations sociales en plus, soit une part importante de ce qui manque pour équilibrer le budget du retour du droit à la retraite à 62 ans. Comme quoi l'égalité c'est bon pour tout le monde.

Visiter l'Assemblée nationale

Si vous souhaitez visiter l'Assemblée nationale ou assister à une séance publique, vous pouvez en faire la demande auprès de votre Députée qui vous accueillera pour découvrir l'Assemblée nationale.

Que ce soit pour un groupe scolaire ou entre amis, vous pouvez nous contacter à l'adresse mail suivante : sophie.pantel@assemblee-nationale.fr.



Rencontres et échanges : réunions publiques organisées du 14 au 26 avril



Lundi 14 avril

17h30 - Villefort

20h30 - Pont de Montvert

Mardi 15 avril

17h30 - Malzieu-Ville

20h30 - Chanac

Mercredi 16 avril

17h30 - St Etienne V. Française

20h30 - St Germain de Claberte

Jeudi 17 avril

17h30 - Meyrueis

Vendredi 18 avril

17h30 - Fournels

20h30 - St Germain du Teil

Samedi 19 avril

17h30 - Massegros

20h30 - Ste Enimie

Mardi 22 avril

17h30 - La Canourgue

20h30 - Aumont-Aubrac

Mercredi 23 avril

17h30 - Barre des Cévennes

20h30 - Florac

Jeudi 24 avril

17h30 - St Chély d'Apcher

20h30 - St Alban sur Limagnole

Samedi 26 avril

17h30 - Langogne

20h30 - Le Bleyard



Retrouvez toutes les infos sur ces réunions :
<https://sophiepantel48.fr/reunions-publiques-a-venir-14-au-26-avril/>

En mon absence mes collaborateurs vous accueillent :

Permanence à Mende

04 66 32 53 83

19 Allée Piencourt - 48000 Mende

Lundi : 14h à 18h

Mardi : 10h à 13h et 14h à 18h

Mercredi : 10h à 13h et 14h à 18h

Jeudi : 10h à 19h

Permanences décentralisées

Contactez la permanence pour connaître les dates et lieux

sophiepantel48.fr



Bureau à Paris

01 40 63 16 56

Députée de la Lozère Sophie Pantel

26 rue de l'université - 75355 Paris 07SP

Newsletters

Abonnez vous en saisissant votre email en bas du site